



BUDGET ECONOMIQUE

INSTITUT DES COMPTES NATIONAUX

Prévisions Economiques 1999

JUILLET 1998

BUREAU FEDERAL DU PLAN

B

udget Economique 1999

Avant-Propos	1
Résumé	3
La conjoncture belge dans une perspective internationale	5
Conjoncture internationale en 1998 et 1999	
Conjoncture belge et des trois pays voisins	
Incertitudes liées à ces prévisions	
1. Le PIB et ses composantes	12
Consommation privée	
Investissements des entreprises	
Investissements en logements	
Dépenses publiques	
2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt	22
Prix intérieurs	
Indexation dans la fonction publique	
Evolution des salaires	
3. Le marché du travail	28

Liste des figures

- FIGURE 1** Croissance du pib: évolution trimestrielle
- FIGURE 2** Evolution trimestrielle de la consommation privée
à prix constants
- FIGURE 3** Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne
- FIGURE 4** Evolution trimestrielle des investissements des entreprises
à prix constants
- FIGURE 5** Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand
- FIGURE 6** Indicateurs pour les exportations
- FIGURE 7** Evolution mensuelle de l'inflation
- FIGURE 8** Coûts salariaux (entreprises et Etat) par rapport aux sept
principaux partenaires (1987=100)
- FIGURE 9** Emploi et croissance

Ces prévisions macro-économiques ont été transmises par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN) au Gouvernement fédéral dans le cadre de la préparation du budget fédéral pour l'année 1999. Selon la procédure prévue, le Bureau fédéral du Plan a soumis une proposition de Budget Economique au Comité Scientifique sur le Budget Economique et au Conseil d'Administration de l'ICN. Cette dernière instance adopte les chiffres définitifs et en porte la responsabilité finale. Le Comité Scientifique a émis un avis favorable sur le Budget Economique le 7 juillet 1998.

La partie 1 des Comptes Nationaux 1997, publié en avril de cette année par l'ICN, a été intégrée. En matière de finances publiques, l'hypothèse usuelle qui consiste à raisonner à "politique inchangée" a été faite. La situation macro-économique et financière dans le reste du Monde est basée sur les dernières prévisions de la Commission Européenne (datant du printemps 1998), mais celles-ci ont toutefois été actualisées pour prendre en compte les développements monétaires les plus récents.

Ces prévisions ont été achevées le 7 juillet 1998.

L. Verjus
Président du Conseil d'Administration
de l'Institut des Comptes Nationaux

Bruxelles, juillet 1998

Chiffres clés pour l'économie belge

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	96	97	98	99
Consommation privée	1.3	2.1	2.8	2.1
Consommation publique	1.8	1.1	1.1	1.6
Formation brute de capital fixe	0.6	5.4	4.8	3.5
Emplois finals nationaux	1.1	2.2	3.0	2.3
Exportations de biens et services	3.2	5.9	5.1	5.0
Importations de biens et services	2.8	5.1	5.5	4.9
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0.4	0.8	-0.1	0.4
Produit intérieur brut	1.5	2.9	2.8	2.6
Indice traditionnel des prix à la consommation	2.1	1.6	1.1	1.3
Indice santé	1.7	1.3	1.3	1.4
Revenu disponible réel des ménages	-0.4	0.8	2.4	1.8
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	16.3	15.2	14.8	14.6
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)	14.8	18.5	45.5	45.8
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	9.8	9.3	8.6	8.0
Balance des opérations courantes UEBL (en % du PIB)	4.9	5.4	5.7	6.0
Taux d'intérêt à court terme (%)	3.2	3.4	3.7	4.0
Taux d'intérêt à long terme 10 ans (%)	6.5	5.8	5.0	5.3

En 1997, le PIB belge s'est accru de 2,9% en termes réels. Pour cette année et l'année prochaine, l'Institut des Comptes Nationaux s'attend à un très léger ralentissement de ce rythme de croissance. Après 2,8% en 1998, la progression du PIB atteindrait 2,6% en 1999.

Les précédentes prévisions économiques (février 1998) étaient basées sur l'hypothèse que l'impact négatif de la crise asiatique serait compensé par l'effet positif d'une demande intérieure plus dynamique. Depuis lors il apparaît que le ralentissement des exportations se soit effectivement produit. Toutefois, ce ralentissement est plus que compensé par la croissance plus forte que prévue de la demande intérieure. Par conséquent, les perspectives de croissance pour 1998 sont plus favorables qu'il y a cinq mois.

La performance de la demande intérieure en 1998 est principalement imputable à la consommation privée. Celle-ci est non seulement positivement influencée par les achats de voitures consécutifs au salon bisannuel de l'automobile, mais également par un certain nombre d'autres facteurs dont l'évolution de l'inflation. La forte baisse du prix du pétrole a conduit à une progression plus modérée de l'indice des prix à la consommation par rapport à l'indice santé. Or, c'est ce dernier indice qui est utilisé pour l'indexation des salaires, des pensions et des autres transferts aux ménages. Les ménages bénéficieraient ainsi d'une amélioration supplémentaire de leur pouvoir d'achat réel en 1998. En 1999, ce facteur ne devrait plus jouer de sorte que le revenu disponible réel ainsi que la consommation privée progresseraient moins rapidement.

Durant la période de projection, l'accroissement de l'emploi devrait contribuer de manière substantielle à la progression des revenus. Aussi bien en 1998 qu'en 1999, environ 45.000 postes de travail supplémentaires seraient créés, ce qui est significativement mieux qu'au cours des 7 années précédentes. Avec des taux de croissance compris entre 2,5 et 3% durant trois années consécutives (1997-99), l'activité économique augmenterait plus fortement que la production potentielle. De plus, la modération salariale et les réductions supplémentaires de cotisations sociales patronales contribueraient à une croissance plus intensive en emplois. La création d'emplois proviendrait également du développement du temps partiel. Environ un quart des créations d'emplois serait imputable aux programmes spéciaux

(Agences Locales pour l'Emploi, programmes de réinsertion et de transition professionnelles et "Maribel Social") dont les effets se feraient principalement sentir dans les entreprises. Le taux de chômage (d'après la définition harmonisée d'Eurostat) se replierait de 9,3% en 1997 à 8% en 1999.

L'augmentation de la rentabilité des entreprises, le taux élevé d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière et le maintien des taux d'intérêt à un faible niveau donneraient lieu à une augmentation du taux d'investissement, bien que celui-ci resterait relativement bas comparativement à la fin des années 80. Parallèlement à la plus forte croissance des capacités de production, l'output potentiel devrait également augmenter plus fortement, ce qui est un élément essentiel au caractère durable de la reprise.

Durant les années 1997-98, en application de la loi de sauvegarde préventive de la compétitivité, l'évolution des salaires en Belgique est restée en ligne avec celle des trois pays voisins. En 1999, la formation des salaires devrait à nouveau être soumise à cette "norme salariale". L'évolution des salaires chez nos principaux voisins serait relativement modérée. Dès lors, selon les prévisions du Budget Economique, les salaires horaires bruts réels dans le secteur privé belge augmenteraient de 1,2% l'année prochaine. Malgré des tensions qui peuvent graduellement se manifester sur le marché du travail, le risque d'inflation par les salaires est dès lors limité par la norme salariale.

Des prix à l'importation un peu plus élevés, combinés à un PIB légèrement supérieur à son niveau potentiel, devraient quelque peu accélérer l'inflation qui passerait de 1,1% cette année à 1,3% en 1999, soit une progression proche de celle de l'inflation sous-jacente. Les taux d'intérêt à court et long terme devraient légèrement augmenter en Belgique comme dans l'ensemble de la zone Euro.

Conjoncture internationale en 1998 et 1999¹

Après une progression soutenue de près de 4% en 1997, un ralentissement de la croissance mondiale est prévu en 1998 en raison notamment d'une décélération de la dynamique américaine et de l'impact de la crise financière asiatique. Les premiers signes du ralentissement de la production mondiale étaient déjà perceptibles à la fin de l'année 1997. L'approfondissement de la crise asiatique au cours de ces derniers mois et l'assombrissement des perspectives de reprise économique au Japon ont conduit les organismes internationaux à réviser à la baisse leurs projections de croissance pour cette zone et par conséquent pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Après 2,9% cette année, une accélération de la croissance mondiale est prévue pour l'année prochaine (3,6%). Cette prévision suppose un lent redressement de l'économie japonaise durant la seconde partie de l'année 1998, tandis que les pays asiatiques les plus touchés par la crise (Asean 4 et la Corée) renoueraient avec une croissance positive en 1999. La dynamique de l'activité économique s'affaiblirait aux Etats-Unis alors qu'elle se renforcerait en Europe.

Perspectives de croissance économiques^a (taux de croissance du PIB, en %)

	1997	1998	1999
Monde	3,8	2,9	3,6
Union Européenne	2,7	2,8	3,0
Monde sans UE, dont	4,2	3,0	3,8
Etats-Unis	3,8	2,5	2,1
Asie, dont	7,1	5,3	5,4
Japon	1,0	0,4	1,5
Asean 4+ Corée	4,3	-2,7	5,4
Europe Centrale	2,7	3,9	4,4

a. Source: Commission Européenne, Budgets Economiques 1998-1999, printemps 1998.

-
1. L'environnement international pour les Prévisions Economiques de juillet se base traditionnellement sur les perspectives économiques publiées par la Commission Européenne au printemps de l'année en cours. Les hypothèses de taux de change et de taux d'intérêt ont toutefois été adaptées pour tenir compte des évolutions récentes survenues depuis la clôture de ces prévisions.

Bien qu'elle ait largement contribué au ralentissement du commerce mondial au début de l'année 1998, la crise asiatique n'a pas encore exercé d'impact significatif sur la croissance des pays occidentaux.

En effet, le dynamisme de la demande intérieure américaine et la reprise de la demande domestique européenne ont permis de compenser les effets négatifs de la crise asiatique sur le commerce extérieur.

Ce paradoxe s'explique également par les deux principaux effets de la crise. D'une part, celle-ci a rapidement favorisé la baisse des prix des matières premières, tandis que le reflux des capitaux des marchés asiatiques vers les marchés financiers américains et européens ont entraîné une détente des taux d'intérêt à long terme et une hausse des cours des actions de ces économies. D'autre part, la concurrence accrue sur les marchés tiers ne s'est pas encore totalement concrétisée, étant donné que certains pays d'Asie ont souffert d'un manque de liquidité pour financer leurs exportations.

Les économies d'Asie les plus touchées par la crise financière, et plus particulièrement l'Indonésie, ont récemment subi de nouvelles tensions sur leurs marchés boursiers et de change en grande partie liées à la chute du yen. Ces tensions ne remettent cependant pas encore en cause les hypothèses actuelles selon lesquelles la crise asiatique ne s'étendrait pas à d'autres pays et que les économies d'Asie de l'Est connaîtraient en fin d'année, un début de redressement stimulé par leur gain de compétitivité, les effets bénéfiques de l'adaptation des politiques économiques et la réforme de leurs systèmes financiers.

L'économie japonaise est entrée cette année dans une spirale déflationniste, le yen s'est fortement déprécié par rapport au dollar, le PIB s'est contracté au cours des deux derniers trimestres, tandis que les perspectives économiques ont une nouvelle fois été revues à la baisse pour 1998 et 1999. Les exportations japonaises sont en effet fortement pénalisées par la crise asiatique, dans un contexte de demande intérieure particulièrement affaiblie par la fragilité du système bancaire et le manque de marge de manoeuvre des politiques économiques. Ces éléments négatifs devraient toutefois progressivement s'inverser de sorte que l'économie japonaise devrait se redresser l'année prochaine après une quasi stabilisation en 1998.

La croissance aux *Etats-Unis* demeure vigoureuse au début de l'année 1998: le taux d'investissement est élevé, la consommation privée est soutenue par la nette progression du revenu disponible des ménages et le taux de chômage particulièrement bas. La baisse du prix du pétrole et des autres matières premières et l'appréciation du dollar ont, jusqu'à présent, contribué au caractère non inflationniste de la croissance et à l'absence de resserrement de la politique monétaire. L'économie américaine devrait donc progressivement entrer dans une phase de ralentissement spontané qui la rapprocherait de sa croissance potentielle. L'arrivée à maturité du cycle des investissements et l'accentuation du déficit commercial, sous l'impact de la crise asiatique, concourent largement à expliquer cette prévision.

Jusqu'à la mi-1997, l'environnement international, tant réel (croissance dynamique du commerce mondial) que monétaire (appréciation du dollar), a été particulièrement favorable pour l'*Europe*, conduisant même à une légère révision à la hausse de la croissance européenne sur l'ensemble de l'année 1997 (+2,7%). Cette impulsion extérieure s'est cependant ralentie durant la seconde partie de l'année dernière alors que le relais de la demande intérieure commençait à se concrétiser dans un nombre croissant de pays. La modification de la composition de la croissance européenne s'est amplifiée au début de cette année et tout porte à croire qu'elle se poursuivra l'année prochaine.

En dépit de la crise asiatique, la conjoncture reste très positive en ce début d'année dans l'ensemble des pays européens. Les prévisions de croissance en Europe pour les années 1998 et 1999 atteignent respectivement +2,8 et +3,0%. L'accélération prévue pour cette année peut sembler optimiste alors que la croissance économique mondiale se ralentirait, mais elle s'explique par une croissance économique européenne plus autonome vis-à-vis de son environnement extérieur étant donné que les conditions nécessaires à la reprise de la demande intérieure sont rencontrées.

- L'assainissement budgétaire s'est accéléré en 1997. Bénéficiant de cette amélioration et d'une croissance économique dynamique, la consolidation budgétaire devrait se poursuivre plus modérément au cours de la période 1998-99 et sans introduction de nouvelles mesures budgétaires.

-
- La perspective de la réalisation de l'UEM à la fin de l'année 1998 a accéléré la convergence des taux à long terme, alors même que ceux-ci étaient tirés vers le bas par l'impact de la crise financière asiatique. En l'absence de tensions inflationnistes les niveaux actuels ne devraient pas fondamentalement augmenter.
 - L'impact "déflationniste" de la crise asiatique a contribué au statu quo de la politique monétaire allemande durant la première moitié de l'année 1998.

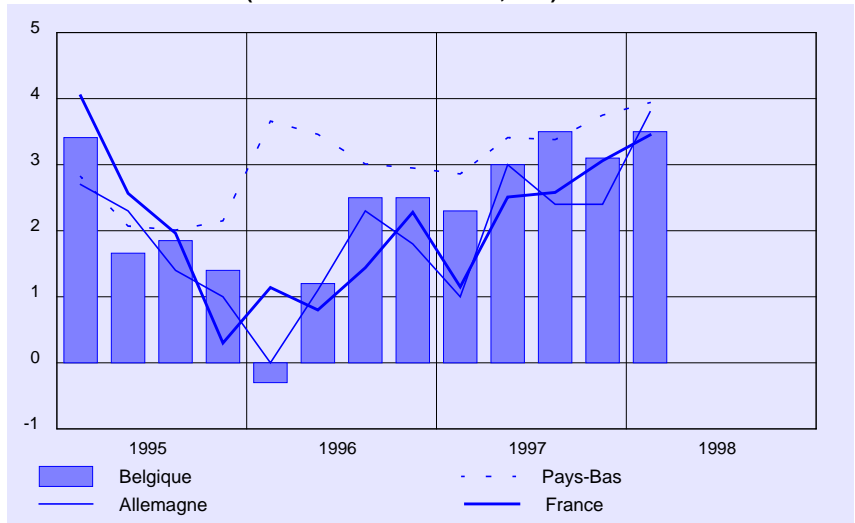
Tout en tenant compte de l'éventualité d'un léger redressement des taux directeurs dans les pays du noyau dur dont la monnaie est liée au DEM, durant le second semestre 1998, le "policy-mix" européen qui se profile au cours de ces deux années devrait donc être relativement neutre, soit plus favorable à la croissance qu'au cours des années antérieures.

Les exportations nettes ne contribueraient quasiment plus à la croissance européenne au cours de la période 1998/99. En effet, cette année, la décélération de la demande mondiale extra-européenne entraîne un net ralentissement du marché potentiel à l'exportation de l'Union Européenne, tandis que l'année prochaine, sous l'impact de la dépréciation passée des monnaies asiatiques, les pays européens ne bénéficieraient plus de gains de compétitivité.

La reprise de la demande intérieure européenne encore hésitante l'année dernière (notamment en Allemagne et en France) se généralisera cette année. Bien que le chômage demeurera encore élevé, la croissance de l'emploi et la hausse du revenu disponible des ménages stimuleront les dépenses de consommation privée. A cet égard, les récentes enquêtes de conjoncture sont encourageantes puisqu'elles témoignent de la progression continue de la confiance des ménages et de leur situation financière. Même si le ralentissement de la demande extra-communautaire se traduit par un léger recul de la confiance des industriels, les principaux déterminants de l'investissement sont favorablement orientés, que ce soit en terme de rentabilité, de taux d'intérêt, d'utilisation de capacités de production ou de perspectives de demande, et ce malgré la crise asiatique.

En 1997, la Belgique a connu une progression du PIB plus rapide qu'en France et en Allemagne grâce à une demande intérieure (consommation privée et investissements) plus dynamique. La croissance économique belge est toutefois restée inférieure à celle particulièrement vigoureuse enregistrée aux Pays-Bas.

FIGURE 1 Croissance du PIB: évolution trimestrielle (taux de croissance en %, t/t-4)



Source: Sources nationales, ICN

Au cours du premier trimestre 1998, la progression du PIB s'est accélérée en Belgique et chez ses trois voisins, et ce, semble-t-il, de manière plus marquée qu'anticipé.

Cette accélération s'explique par une consommation privée plus soutenue grâce à une augmentation de l'emploi. Elle est également due au redressement des investissements en équipements des entreprises ainsi qu'à une certaine reconstitution des stocks. La contribution des exportations nettes s'est par contre ralentie suite à une plus forte dynamique à l'importation. Aux Pays-Bas, par contre, la demande intérieure qui s'était déjà montrée particulièrement dynamique au cours des trimestres antérieurs ne montre pas d'accélération aussi marquée que dans les autres pays.

La demande intérieure devrait s'infléchir quelque peu aux Pays-Bas et en Belgique au cours du second semestre 1998, tandis qu'elle pourrait poursuivre son redressement en France et surtout en Allemagne. L'économie belge devrait donc bénéficier de la progression de la demande domestique de ses voisins qui compensera, cette année, la décélération de son marché à l'exportation extra-européen.

Incertitudes liées à ces prévisions

Les incertitudes liées à ces prévisions sont essentiellement d'origine extra-européenne. Avec la dépréciation du yen, la crise asiatique semble à nouveau s'accroître, et pourrait, si elle continue de s'amplifier (tant par sa durée que par sa propagation), remettre en cause le développement prévu de l'économie mondiale.

Malgré la progression de l'excédent courant japonais et l'intervention concertée des banques centrales japonaise et américaine pour endiguer une chute du yen, celui-ci a repris sa glissade face au dollar. Dans un contexte de chômage croissant et de baisse du taux d'inflation, des incertitudes subsistent sur l'efficacité du plan de relance du gouvernement japonais (qui ne prévoit qu'une réduction temporaire des impôts) et sur sa volonté de consacrer les moyens nécessaires au sauvetage du secteur financier. D'après les indicateurs les plus récents, les prévisions de stabilisation de l'activité économique au Japon cette année et de reprise l'année prochaine pourraient être trop optimistes. Or, le dénouement de la crise asiatique dépend en grande partie de la restauration de la demande à l'importation de l'économie japonaise et surtout d'un taux de change du yen qui ne mine pas la compétitivité des autres pays asiatiques.

La Chine n'entre pas directement en concurrence avec le Japon. Cependant, l'impact de la chute du yen sur les autres monnaies de la région amoindrit la compétitivité des exportations chinoises et sème le doute sur la capacité de la Chine de préserver le taux de change du yuan et du dollar de Hong Kong, au moins jusqu'à la fin de la crise. Or, une dévaluation du yuan menacerait la stabilité politique et économique de la région et minerait la restauration d'un climat de confiance des agents domestiques et des marchés financiers. Jusqu'à présent le risque d'une dévaluation du yuan demeure limité par l'importance des réserves extérieures chinoises, sa forte position extérieure et son faible degré d'ouverture. Cependant, la glissade du yen, en exerçant une pression sur les autres devises asiatiques pousse les taux

d'intérêt à la hausse et met en péril la reprise de la demande intérieure de ces pays, ce qui pèse sur les exportations chinoises.

Les pressions sur les monnaies et les bourses asiatiques se sont étendues aux marchés émergents d'autres régions. Ainsi, récemment, la Russie a dû fortement relever ses taux d'intérêt pour faire face aux attaques spéculatives contre le rouble, tandis que le marché boursier chutait. Une certaine anxiété apparaît quant aux risques de turbulences sur les marchés financiers d'Europe centrale et orientale. Ces pays connaissent en effet des déficits courants élevés qui ne les mettent pas entièrement à l'abri de retraits massifs de capitaux.

Ces derniers mois, la vigueur des marchés boursiers et obligataires américains a été fortement stimulée par le reflux des capitaux des pays asiatiques, provoquant un "effet de richesse" qui a contribué à la croissance économique. Toutefois, deux risques peuvent se présenter: un resserrement de la politique monétaire au cas où les tensions internes sur le marché du travail s'accroîtraient et une chute des cours boursiers. Si ces risques se concrétisaient, le scénario d'atterrissage en douceur de l'économie américaine pourrait être moins crédible.

Ces incertitudes, si elles se concrétisaient, font peser sur l'économie belge un risque de ralentissement plus accentué de son marché potentiel à l'exportation et d'une perte de compétitivité extérieure et intérieure plus prononcée. Un éventuel approfondissement de la crise asiatique pourrait également amoindrir la confiance des entreprises. Par contre, si une chute des cours boursiers américains survenait, son impact sur la confiance et la richesse des consommateurs belges devrait être limité étant donné que la part des actions détenue dans le portefeuille des ménages belges est plus faible qu'aux États-Unis.

Notons qu'à l'inverse, la poursuite d'une croissance américaine dynamique et non inflationniste serait bénéfique à l'économie mondiale, en général, et belge, en particulier.

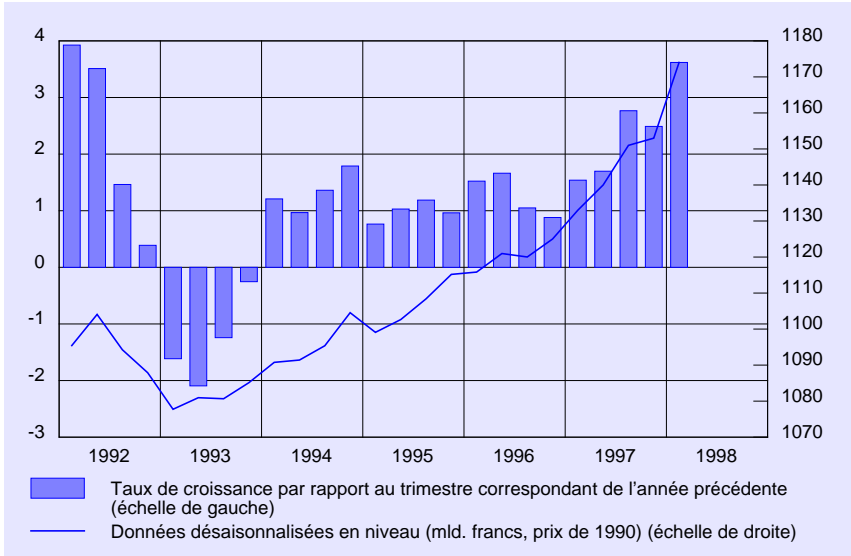
1. Le PIB et ses composantes

Consommation privée La reprise de la consommation privée durant les trois années qui ont suivi la crise de 1993, a été continue mais très modérée. Au cours des années 1994-96, les dépenses de consommation des ménages se sont accrues, en termes réels, de 1,2% en moyenne annuelle. Durant cette période le revenu disponible des ménages s'est contracté de 0,4% en moyenne par an. Cette croissance de la consommation a donc été entièrement alimentée par une baisse du taux d'épargne. En 1996, le taux d'épargne des ménages s'élevait à 16,3% soit environ 4% de moins que le niveau record de 1993 (20,2%).

Depuis 1997 (et plus précisément la seconde partie de l'année), cette situation s'est modifiée. D'après les comptes trimestriels de l'ICN, la consommation privée aurait enregistré des taux de croissance de plus de 2% durant le second semestre 1997. D'après les statistiques TVA de l'INS, la croissance (t/t-4) du chiffre d'affaires à prix courants dans le commerce de détail aurait atteint près de 5% au cours du second semestre 1997, soit environ le double du rythme de progression du premier semestre 1997. L'indicateur de confiance des consommateurs, qui était resté quasiment stable depuis le début de l'année 1996, a connu une hausse remarquable à partir du milieu de l'année 1997.

Les données disponibles pour le premier trimestre 1998 confirment et indiquent même un renforcement de cette tendance. Durant les six premiers mois de l'année courante, l'achat de voitures neuves s'est accru de 7,5% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Comme les deux premiers trimestres 1998 ont été positivement influencés par l'effet du salon de l'auto, il est vraisemblable qu'au second semestre le rythme de progression de la consommation privée se ralentisse. Ce fléchissement devrait toutefois être moins prononcé que celui de 1996 (soit la précédente année du salon de l'auto), étant donné que la confiance des consommateurs et la croissance du revenu disponible des ménages sont sensiblement plus élevées qu'il y a deux ans.

FIGURE 2 Evolution trimestrielle de la consommation privée à prix constants



Source: ICN

Un certain nombre de facteurs, à l'origine du renforcement de la dynamique de la consommation privée observé depuis la mi-1997, devraient soutenir la consommation privée au moins jusqu'à la fin de l'année 1999.

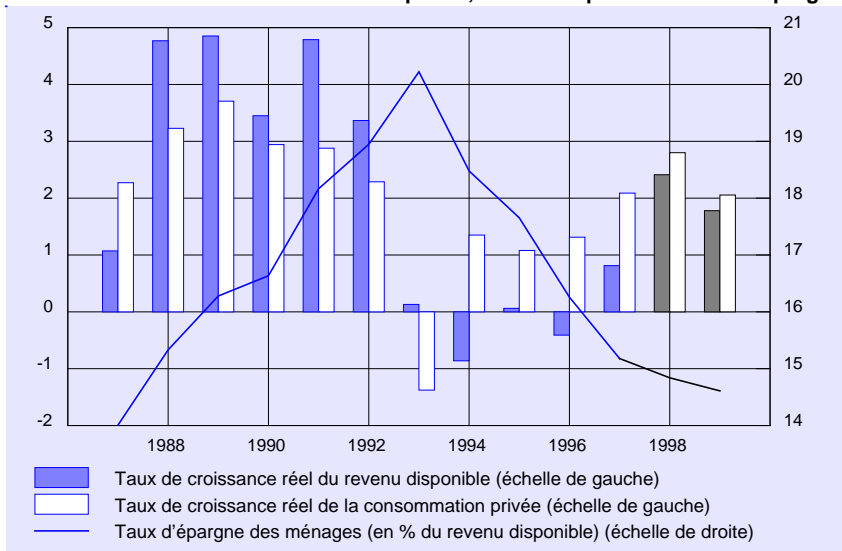
En 1997, le blocage des salaires réels (1995-1996) a été remplacé par la norme salariale qui laisse une certaine marge à une augmentation du salaire horaire.

Le retournement positif de l'évolution de l'emploi est un second facteur d'importance puisque la croissance de l'emploi conduit à une hausse du revenu disponible des ménages et à un niveau de consommation plus élevé.

Enfin, on peut supposer que la progression des cours boursiers exerce également un impact positif sur la consommation privée. L'influence de la hausse de la bourse peut se réaliser via deux canaux. En premier lieu, les prises de bénéfices créent des revenus additionnels au revenu disponible courant des ménages. On peut cependant considérer que le taux de consommation des revenus provenant de prises de bénéfices est inférieur à celui

des revenus du travail. Néanmoins, la hausse des cours boursiers, par les plus values financières (non réalisées) qu'elle occasionne, peut peser sur l'épargne des ménages provenant de leur revenu courant et favoriser la consommation privée.

FIGURE 3 Consommation privée, revenu disponible et taux d'épargne



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

Tous ces éléments devraient conduire à une progression de la consommation privée de 2,8% cette année et 2,1% en 1999. Au cours de ces deux années, la hausse de la consommation privée serait essentiellement alimentée par la croissance réelle du revenu disponible des ménages qui atteindrait respectivement 2,4% et 1,8%. Le taux d'épargne des ménages, qui -avec un niveau de 15,2% en 1997 est passé sous sa moyenne historique- devrait encore connaître une baisse limitée pour atteindre 14,8% en 1998 et 14,6% en 1999.

Il reste à expliquer la raison pour laquelle le revenu disponible réel (et par conséquent la consommation privée) augmenterait plus rapidement en 1998 qu'en 1999.

En premier lieu, en 1998, la progression de l'indice santé, qui sert de base à l'indexation des salaires (dans le secteur public et privé) et des transferts sociaux, serait supérieure de 0,25% à la

croissance du niveau général des prix. Cet écart entre le taux de croissance de l'indice santé (qui exclut, entre autres, les prix de l'essence) et de l'indice général des prix à la consommation est principalement dû à la baisse des prix de l'énergie. Grâce à cette progression plus modérée de l'indice des prix à la consommation, les ménages bénéficieraient d'une amélioration supplémentaire de leur pouvoir d'achat réel en 1998. En 1999, ce facteur ne devrait plus jouer.

En 1999, l'emploi intérieur total augmenterait dans la même mesure qu'en 1998 (soit environ 45.000 unités). Néanmoins, l'impact de cette augmentation sur le revenu disponible des ménages ne sera pas le même au cours de ces deux années. En effet, la part des créations d'emplois réalisée via des programmes spéciaux -soit en d'autres termes, via des emplois rémunérés à un salaire inférieur à la moyenne- dans le total des créations d'emplois serait plus élevée en 1999 qu'en 1998, et ce, surtout dans le secteur public (via les programmes de transition professionnelle).

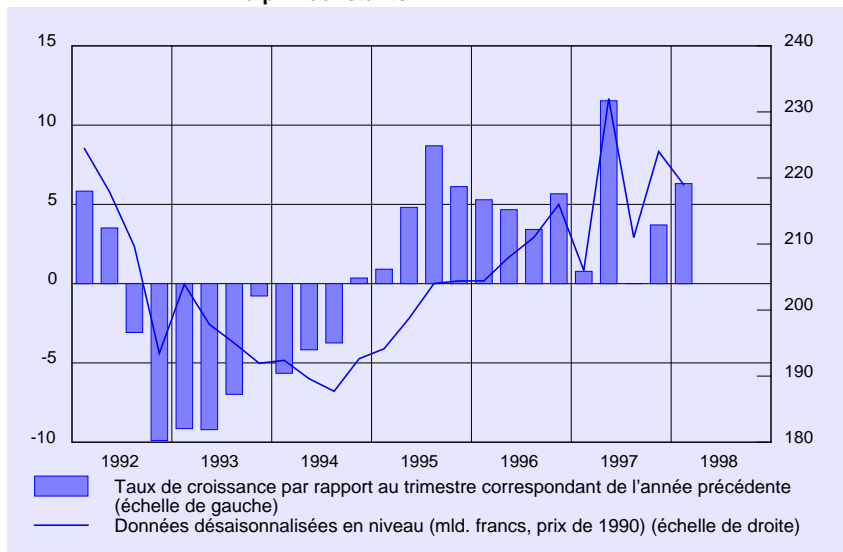
Enfin, les transferts sociaux (avant indexation) augmenteraient plus fortement en 1998 qu'en 1999: la baisse du chômage resterait limitée cette année car la croissance de l'emploi serait partiellement neutralisée par une augmentation de la population active (supérieure à celle de 1999).

Investissements des entreprises

En 1997, les investissements des entreprises² se sont accrus, en termes réels, pour la troisième année consécutive. Leur contribution moyenne à la croissance réelle du PIB s'est élevée à environ 0,5% par an durant les années 1995-97, après une contribution négative de 0,5% en moyenne annuelle au cours de la période 1991-94.

Pour la période de projection 1998-99, l'on s'attend à une progression réelle des investissements des entreprises de respectivement 5,2% et 4%, qui donnerait lieu à une contribution à la croissance économique comparable à celle des trois années précédentes.

2. Y compris les investissements des indépendants.

FIGURE 4 Evolution trimestrielle des investissements des entreprises à prix constants


Source: ICN

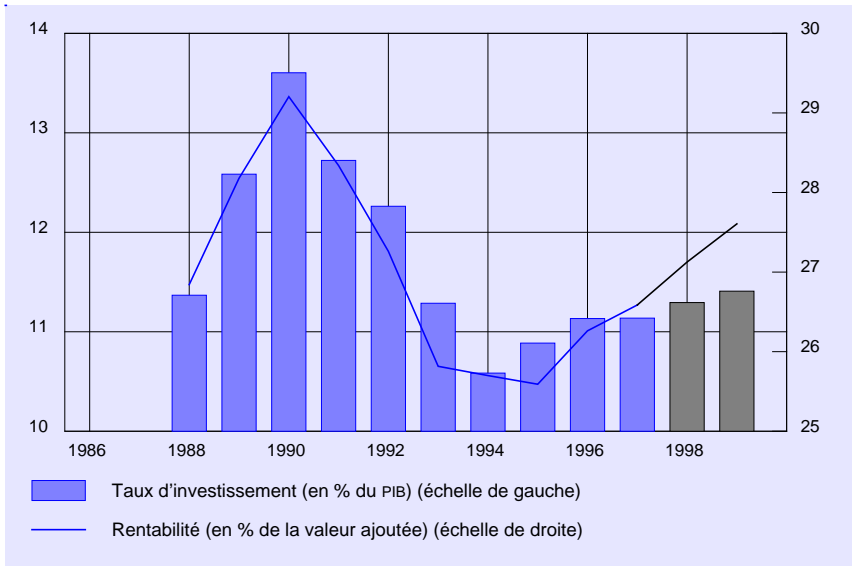
Durant le premier trimestre 1998, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie manufacturière a atteint un niveau record de 83,4% (en données corrigées des variations saisonnières). Ce taux devrait légèrement baisser en cours d'année dans la mesure où la croissance des exportations s'infléchit. Pour l'ensemble de l'année 1998, le niveau moyen du taux d'utilisation des capacités de production devrait néanmoins être supérieur à celui de l'année dernière. D'après l'enquête de printemps réalisée dans l'industrie manufacturière, la croissance des investissements est estimée à 12% à prix courants en 1998 contre 6% en 1997. Le chiffre pour 1998 représente une révision à la hausse par rapport aux résultats de l'enquête de novembre 1997 où un taux de croissance de 9% était prévu.

Le taux d'investissement, qui représente la part de l'ensemble des investissements des entreprises dans le PIB, atteindrait presque 11,5% en 1999, soit environ 1 point de pour-cent de plus

que lors du creux de 1994. Le taux d'investissement resterait toutefois encore inférieur de 1,5 points de pour-cent au niveau moyen des années 1989-91.

Pourtant, les niveaux actuels, et attendus, des taux d'intérêt à long terme (nominaux et réels) sont nettement inférieurs à ceux qui prévalaient lors du boom des investissements de la fin des années 80. Les taux d'intérêt à long terme, se situent en effet depuis quelque temps à un niveau historiquement bas (proche des 5% en termes nominaux) et ne devraient augmenter que très légèrement au cours des prochains mois. .

FIGURE 5 Taux d'investissement et rentabilité dans le secteur marchand



Source: ICN, Bureau fédéral du Plan

De même, la rentabilité des entreprises³ connaît une pente ascendante depuis 1996. Cette amélioration est, entre autres, attribuable à la progression limitée des salaires réels ces dernières années et plus particulièrement à leur croissance inférieure à celle de la productivité du travail. Toutefois, malgré une augmentation attendue du taux de rentabilité jusqu'à 27,5% en 1999, celui-ci demeure inférieur d'environ 1,5 point de pour-cent à celui du niveau record de la fin des années 80. Une poursuite de l'amélioration de la rentabilité permettrait une nouvelle augmentation du taux d'investissement dans le futur.

Avec la croissance réelle prévue des investissements des entreprises en 1998 et 1999, le stock de capital augmenterait d'environ 3%, au cours de cette période, et le potentiel de production d'un peu plus de 2% par an. Etant donné qu'au cours de la période de projection, la progression du PIB serait supérieure à sa croissance potentielle, l'output gap deviendrait légèrement positif (+0,2% en 1999 contre -1,0% en 1997). Cet output gap positif pourrait exercer une certaine pression inflationniste dans le courant de l'année 1999. Vu l'objectif de maîtrise de l'inflation au cours des années à venir, une plus forte croissance des investissements des entreprises et, par conséquent du potentiel de production est dès lors souhaitable.

Investissements en logements

Les comptes trimestriels de l'ICN indiquent qu'après le recul de 1995, les investissements résidentiels se sont redressés à partir de la seconde moitié de l'année 1996 de sorte qu'un "effet de niveau" a positivement influencé le taux de croissance en 1997 (4,9% en termes réels).

Depuis quelque temps, il n'y a guère d'indicateurs quantitatifs de court terme qui permettent encore de suivre l'évolution récente de cette composante de la demande. Sur base des indicateurs qualitatifs désaisonnalisés disponibles (enquête auprès des architectes, et enquêtes de conjoncture de la BNB), on peut s'attendre à ce que la progression des investissements résidentiels ait été très forte durant la première moitié de l'année 1998 et fléchirait quelque peu durant le seconde semestre.

3. L'indicateur de rentabilité qui est utilisé dans le contexte macro-économique des investissements des entreprises, est la moyenne mobile sur trois ans de l'excédent brut d'exploitation diminué des impôts des entreprises et des indépendants en pourcentage de leur valeur ajoutée aux coûts des facteurs.

Les investissements résidentiels sont étroitement liés aux développements du revenu disponible des ménages ainsi qu'à l'évolution des taux d'intérêt hypothécaires. Depuis un an et demi, après avoir diminué durant une grande partie des années 1995 et 1996, ces derniers se situent à un niveau historiquement bas. Pour les derniers mois de l'année courante et pour l'année prochaine, seule une très légère hausse des taux à long terme a été projetée. Cet élément, conjugué à l'amélioration de la situation sur le marché du travail en 1998 et 1999 et à une hausse du revenu disponible réel des ménages supérieure à celle des cinq années précédentes, devrait conduire à une croissance positive, et modérée, des investissements en logements qui atteindrait 3,5% en 1998 et se ralentirait légèrement à 3% en 1999.

Dépenses publiques

La contribution de la consommation publique à la croissance économique sera une nouvelle fois marginale.

L'emploi, hors programmes spéciaux, dans le secteur public diminue légèrement en 1998 et se stabiliserait en 1999 (la hausse induite par le plan pluriannuel pour la magistrature en 1999 étant compensé par une baisse dans l'enseignement). Les programmes spéciaux (principalement via les programmes de transition professionnelle) sont étendus de sorte que l'emploi public total augmenterait encore de 5000 personnes en 1999.

La croissance réelle des salaires dans la fonction publique est entièrement due à la "dérive salariale" (c'est-à-dire l'évolution due aux promotions, à l'ancienneté et à l'engagement de personnes plus qualifiées), tandis que les salaires hors index (programmation sociale) restent constants.

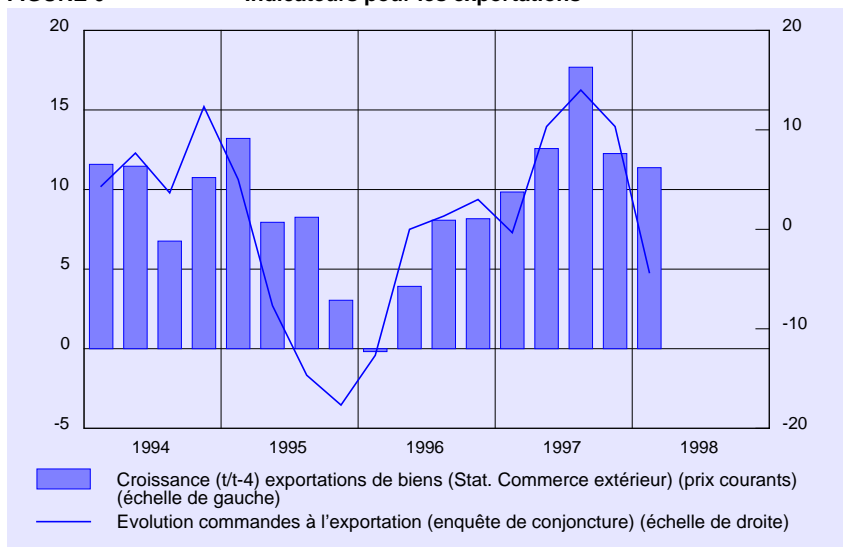
En 1998, les investissements publics continuent à être positivement influencés par les revenus exceptionnels des communes provenant de l'entrée en bourse du Crédit Communal.

Aussi bien en 1998 qu'en 1999, de nouvelles ventes de bâtiments publics auront lieu. En application des conventions comptables des Comptes Nationaux, celles-ci conduisent à une diminution des investissements publics. A l'inverse, l'on suppose que ces bâtiments sont achetés par des entreprises, de sorte que la formation brute de capital totale n'est pas influencée.

Exportations et importations

Après avoir contribué de façon importante à la croissance économique ces quatre dernières années, les exportations nettes ne devraient plus soutenir celle-ci en 1998. Cet essoufflement trouve son origine dans le ralentissement des exportations mais également dans la progression plus forte des importations. Ainsi, les exportations de biens et services ne devraient plus augmenter que de 5,1% contre 5,9% en 1997. Ce recul est imputable essentiellement au repli de la demande extra-européenne et à la disparition des gains de compétitivité-prix liés aux mouvements de taux de change (le taux de change effectif du franc belge devrait s'apprécier d'environ 0,4% en 1998 contre une dépréciation de 4,2% en 1997). Cette appréciation devrait par contre renforcer la compétitivité des produits étrangers et donc contribuer à la progression des importations. Toutefois, la croissance de celles-ci (5,5% en 1998, soit l'augmentation annuelle la plus élevée depuis 1995) s'explique essentiellement par une demande intérieure plus vigoureuse.

FIGURE 6 Indicateurs pour les exportations



Source: ICN, BNB, Bureau fédéral du Plan

Au niveau des prix, l'appréciation du taux de change effectif du franc belge et la baisse importante des prix énergétiques devraient permettre une amélioration des termes de l'échange après quatre années de détérioration. Malgré l'absence de contribution des exportations nettes à la croissance, le surplus de la balance des opérations courantes de l'UEBL devrait continuer de s'améliorer pour atteindre 5,7% du PIB (contre 5,4% en 1997).

Pour 1999, la croissance des exportations devrait être proche de celle de 1998, soit environ 5,0%, la reprise de l'activité dans les pays émergents devant être compensée par la poursuite de la décélération de l'économie américaine. Une progression un peu plus faible des importations belges (soit 4,9%) associée à une demande intérieure plus modérée, devrait permettre à nouveau une contribution positive à la croissance des exportations nettes, soit 0,4%. La remontée des prix du pétrole devrait limiter les gains des termes de l'échange à 0,1%. Au total, le boni de la balance des opérations courantes de l'UEBL devrait à nouveau enregistrer une hausse pour s'établir à 6% du PIB.

2. Les évolutions financières: prix, coûts et taux d'intérêt

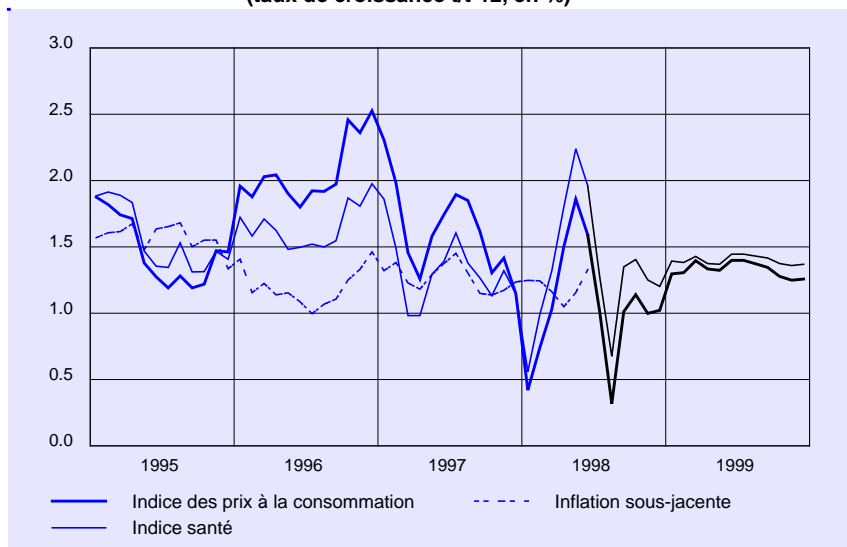
Prix intérieurs

Mesurée sur base de l'indice général des prix à la consommation, l'inflation s'est élevée en 1997 à 1,63% et devrait tomber à 1,1% en 1998. L'impact de la fiscalité indirecte sur les prix est négligeable pour chacune des deux années. Le ralentissement de l'inflation ne reflète pas non plus une décélération de l'inflation sous-jacente⁴. Celle-ci connaît depuis le début de 1996 une évolution relativement stable et oscille aux alentours des 1,25%. La plus faible inflation en 1998 trouve son origine en grande partie dans l'évolution des prix intérieurs des carburants. Malgré la baisse des prix mondiaux de l'énergie exprimés en dollars en 1997, les prix des carburants exprimés en francs belges ont eu un impact significatif à la hausse sur le niveau général des prix, suite à la forte appréciation la devise américaine. En 1998, le dollar devrait encore légèrement s'apprécier en moyenne sur l'année par rapport au franc belge. Toutefois, sous l'influence du fort recul des prix mondiaux du pétrole, les prix intérieurs des carburants devraient contribuer cette année négativement à l'inflation.

Par conséquent en 1998, l'indice santé, qui est par construction nettement moins sensible à l'évolution des prix des carburants, devrait progresser à un rythme équivalent à celui de l'année dernière (soit 1,3%).

4. L'inflation sous-jacente exclut l'impact des modifications de TVA, d'accises et des autres taxes indirectes, ainsi que l'évolution des prix des produits énergétiques, du tabac, des alcools, des légumes et fruits frais.

FIGURE 7 Evolution mensuelle de l'inflation (taux de croissance t/t-12, en %)



Source: MAE, prévisions du Bureau fédéral du Plan

Pour 1999 l'inflation (indice traditionnel) devrait s'établir à 1,3%. La production effective devrait excéder la production potentielle, ce qui représenterait pour l'année prochaine un "output gap" légèrement positif de 0,2%. Ceci devrait provoquer une légère accélération de l'inflation sous-jacente au cours de l'année. Les prix des carburants devraient également générer, après un fort impact à la baisse en 1998, une légère pression à la hausse. Les coûts salariaux par unité produite devraient rester sous contrôle en 1999, de telle sorte que les entreprises pourraient quelque peu accroître leurs marges sans que cela ne remette en cause le maintien d'une inflation basse.

L'introduction, à partir de janvier 1998, d'une nouvelle année de base (1996) pour l'élaboration de l'indice des prix à la consommation, ne devrait pas exercer d'influence significative sur l'inflation moyenne en 1998, mais devrait néanmoins avoir un impact sur le profil mensuel de celle-ci⁵. Ce facteur n'est plus présent en 1999.

Indexation dans la fonction publique

La précédente adaptation, à l'indice des prix, des salaires dans le secteur public et des allocations sociales date d'octobre 1997. Vu le faible niveau d'inflation, il ne devrait pas y avoir d'indexation en 1998. L'indice pivot⁶ pour la fonction publique ne devrait être atteint qu'en février 1999, ce qui devrait se traduire par une augmentation des salaires de 2% en avril 1999 (soit deux mois après que l'indice pivot ait été dépassé). Les allocations sociales devraient être indexées un mois plus tard.

Evolution des salaires

L'évolution des salaires dans le secteur des entreprises reste, pour les années à venir, soumise aux dispositions légales prévues par la Loi de sauvegarde préventive de la compétitivité. Avant la fin de l'année, des accords salariaux devraient être conclus pour la période 1999-2000. La "norme salariale" stipule que la hausse maximale des salaires en Belgique est bornée par la croissance moyenne des salaires en Allemagne, en France et aux Pays-Bas, telle qu'elle est prévue par l'OCDE.

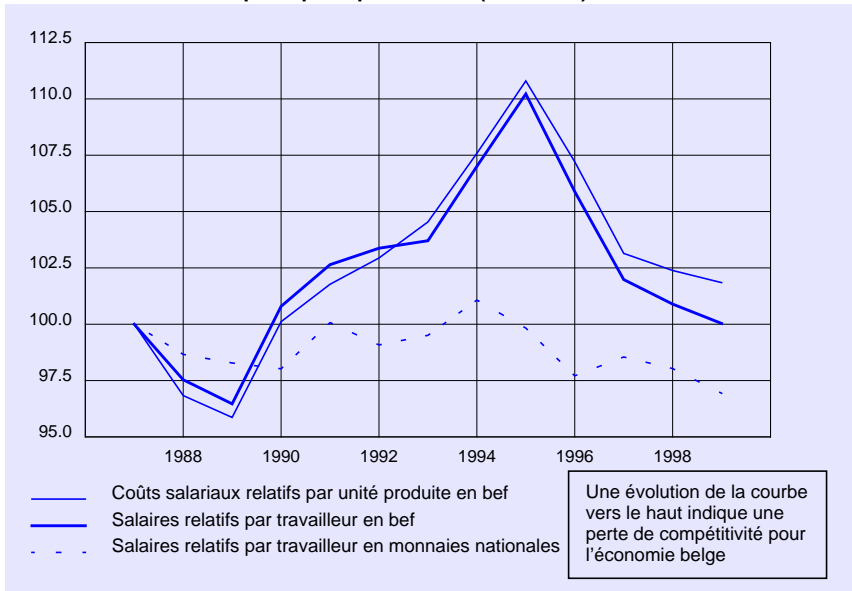
D'après les dernières perspectives de l'OCDE⁷, Les augmentations salariales en Allemagne devraient être limitées (1,8% en 1998 et 1,9% en 1999) tandis qu'elles seraient plus importantes qu'initialement prévues aux Pays-Bas (2,7% en 1998 et 3,7% en 1999). Convertie en équivalents temps plein, la hausse maximale des salaires devrait s'élever à 2,3% en 1998 et à 2,5% en 1999. En ce qui concerne les emplois créés par le biais des programmes spéciaux, il est supposé une évolution salariale spécifique, tandis que pour les salariés, à l'exclusion de ces programmes spéciaux, l'hypothèse d'une utilisation complète de la marge est retenue.

Tout ceci implique une augmentation du salaire horaire brut réel de 1,5% en 1998 et de 1,2% en 1999. Des réductions supplémentaires de cotisations patronales devraient être accordées aussi bien en 1998 qu'en 1999. Ces diminutions devraient atteindre 16 milliards en 1998 (dont 4,5 milliards pour le Mari-

-
5. Il s'agit d'un effet purement mécanique qui se manifeste dans les statistiques durant les douze premiers mois après l'introduction d'une nouvelle année de base. En particulier, la nouvelle base de calcul a eu un léger effet à la baisse au cours des trois premiers mois de 1998, sur l'inflation à un an d'intervalle, et un effet inverse non négligeable au cours des trois mois suivants. Durant les mois restants de 1998, l'effet devrait jouer à la baisse (avec un impact fortement marqué en août).
 6. Celui-ci a été fixé, en termes de la nouvelle année de base 1996, à 103,14.
 7. OCDE, Perspectives Economiques, juin 1998.

bel Social et presque 7 milliards pour les accords sectoriels) et 10 milliards en 1999 (dont une part non négligeable pour l'extension de Maribel et des bas salaires).

FIGURE 8 Coûts salariaux (entreprises et Etat) par rapport aux sept principaux partenaires (1987=100)



Source: Commission Européenne, Bureau fédéral du Plan

Après une très nette amélioration de la compétitivité salariale belge par rapport aux sept principaux partenaires commerciaux au cours des années 1996-1997, celle-ci devrait encore progresser mais à un rythme nettement plus modeste en 1998 et 1999 (soit une diminution relative du coût du travail par unité produite respectivement de 0,7% et 0,5%). Ce ralentissement progressif s'explique essentiellement par la disparition de l'effet de la dépréciation du taux de change du franc belge par rapport au dollar et à la livre sterling. Cette nouvelle amélioration de la compétitivité devrait toutefois être suffisante pour permettre au salaire relatif par travailleur en franc belges de retrouver son niveau de 1987.

Comparé cette fois à nos trois principaux partenaires (à savoir l'Allemagne, la France et les Pays-Bas), le coût salarial unitaire belge ne devrait connaître qu'une légère augmentation de 0,2% en 1998, après avoir connu une hausse de 0,1% en 1997. Remarquons que cette évolution n'est pas imputable à une augmentation plus rapide du salaire coût par travailleur en Belgique - celle-ci augmentant d'ailleurs un peu moins vite que la moyenne des trois pays sous l'effet de la loi de sauvegarde de la compétitivité- mais bien à des gains de productivité nettement plus élevés en Allemagne. Pour 1999 la compétitivité salariale devrait s'améliorer, essentiellement grâce au ralentissement des gains de productivité en Allemagne et d'une accélération des hausses salariales aux Pays-Bas.

Evolution des taux d'intérêt étrangers et belges.

En l'absence de risques d'accélération de l'inflation, la politique monétaire allemande n'a plus été modifiée depuis le mois d'octobre 1997. Au cours de ces derniers mois, l'impact déflationniste de la crise asiatique a contribué au report d'un relèvement des taux d'intérêt directeurs allemands. Aujourd'hui, le redressement de l'activité économique allemande augmente la probabilité d'un resserrement de la politique monétaire de la Bundesbank avant la fin de l'année 1998. Ce resserrement faciliterait la convergence des taux d'intérêt européens. En effet, les taux d'intérêt directeurs des pays qui participeront à l'UEM s'échelonnent actuellement entre 3,3% en Allemagne et 7% en Irlande. Au premier janvier 1999 un taux unique sera fixé par la Banque Centrale Européenne pour l'ensemble des Etats membres participants, alors que ceux-ci connaissent des rythmes d'expansion relativement différents. La croissance particulièrement vigoureuse en Irlande, en Finlande et au Portugal s'accommode mal d'une détente des taux d'intérêt. En conséquence, les taux allemands pourraient être légèrement relevés durant le second semestre 1998 et le taux à court terme de la zone euro pourrait s'établir aux alentours de 4% sur l'ensemble de l'année 1999.

La pente de la courbe de rendement est faiblement inversée aux Etats-Unis; les taux à court terme américains restent légèrement supérieurs aux taux longs, ce qui s'explique moins par une hausse des taux courts que par une baisse des taux longs. En effet, la chute du yen au cours du second trimestre 1998 a relancé le mouvement de "fuite vers la qualité" des capitaux des pays émergents et stimulé les marchés financiers occidentaux. A la fin du mois de juin, les taux américains à 10 ans s'établissent aux alentours de 5,5% tandis que les taux allemands à long terme sont passés sous la barre des 4,8%. Ces derniers devraient se stabiliser aux alentours de ce niveau durant le second semestre et, sous l'impact de la reprise économique, remonter quelque peu en 1999 pour atteindre une moyenne annuelle de 5,2%.

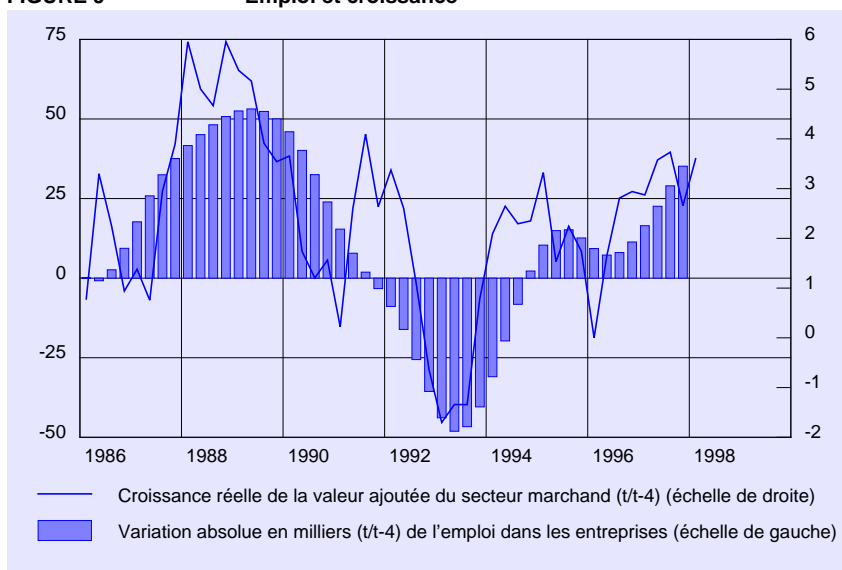
L'écart entre les taux à court terme belges et allemands est resté quasiment constant à environ 15 points de base au cours du premier semestre de l'année en cours. Le marché obligataire belge a également bénéficié du report des capitaux asiatiques, de sorte que les taux d'intérêt à long terme ont suivi la baisse des taux allemands. Jusqu'à la fin de l'année 1999, le différentiel devrait se maintenir à son niveau moyen des six premiers mois (soit environ 13 points de base), de sorte que les taux d'intérêt à long terme atteindraient respectivement 5% en 1998 et 5,3% en 1999.

3. Le marché du travail

L'évolution positive attendue sur le marché du travail est un des résultats les plus marquants de la présente prévision. Sur la période 1998-99, l'emploi intérieur devrait augmenter au total de 90.000 personnes.

Par rapport aux deux périodes précédentes de haute conjoncture (1988-90 et 1994), la reprise conjoncturelle actuelle occupe une place intermédiaire: le nombre de trimestres consécutifs avec une croissance du PIB de plus de 2% a été de 14 dans le cycle de 1988-90, de 5 dans la reprise de 1994 et provisoirement de 7 dans le cycle actuel.

FIGURE 9 **Emploi et croissance**



Source: ONSS, ICN, Bureau fédéral du Plan

L'emploi connaît une évolution similaire, quoique les créations d'emplois sont plus nombreuses que celles observées durant le cycle précédent. Ceci peut entre autres être attribué aux programmes spéciaux mis en place par les pouvoirs publics.

Sur base des "Estimations rapides, ONSS", la croissance de l'emploi pour les salariés des entreprises au cours du second semestre de 1997, comparé au semestre correspondant de 1996, est estimée à 25.000 personnes environ. Les trois quarts de ces créations ont trait au travail intérimaire. Le nombre d'actifs au travail de plus de 50 ans est également en progression sensible. La poursuite de cette dynamique devrait permettre à l'emploi dans le secteur des entreprises d'encore croître de 45.000 unités en 1998 et puis de ralentir à 38.000 en 1999. La création maximale d'emplois devrait se réaliser au cours du premier semestre de 1998.

Pour 1998 et 1999, cette évolution attendue correspond à une croissance de la productivité par heure comprise entre 1,5 et 2%. Celle-ci est freinée pour chacune des deux années par le développement d'un certain nombre de programmes spéciaux. Plus particulièrement, le nombre de personnes travaillant (un nombre suffisant d'heures) pour les Agences Locales pour l'Emploi et via les programmes de réinsertion professionnelle, augmente sensiblement, aussi bien en 1998 qu'en 1999 (chaque fois d'environ six mille). Leur salaire et leur productivité sont bas comparés à la moyenne des salariés.

De plus, la prise en compte des mesures visant à l'extension du "Maribel social" impliquerait une augmentation du nombre d'emplois dans le secteur des soins de santé de l'ordre de cinq à six mille personnes aussi bien en 1998 qu'en 1999. L'accroissement du nombre de salariés dans les entreprises s'expliquerait donc pour environ un quart par les programmes spéciaux.

Dans le secteur public, ce sont essentiellement les "Programmes de transition professionnelle" qui devraient contribuer à l'augmentation de l'emploi en 1999 (soit presque cinq mille personnes).

Bien que l'emploi total devrait augmenter de 90.000 entre 1997 et 1999, le chômage (selon la définition du MfET) ne devrait reculer que de 70.000 personnes. L'augmentation correspondante de la population active (selon la définition du MfET) d'environ 20.000 personnes peut être considérée comme relativement importante, d'autant plus qu'au cours de la période 1997-99 un certain nombre de chômeurs âgés devraient se retirer de la population active. La progression sensible de la population active n'est pour l'essentiel pas imputable à la croissance démographique, mais bien provoquée par l'évolution tendancielle des taux d'activité par catégorie d'âge et par le phénomène de rallongement de la vie active des travailleurs "âgés". Ce phénomène pourrait s'expliquer par les conditions plus sévères associées au passage à la prépension, par la réforme des pensions et par l'influence qu'exerce la conjoncture sur le taux de participation de cette catégorie de travailleurs.



Annexe

Tableau A.	Environnement international
Tableau B.1.	Demande agrégée à prix courants (mld BEF)
Tableau B.2.	Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)
Tableau B.3.	Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)
Tableau B.4.	Evolution de la masse salariale des entreprises et ses déterminants (moyennes annuelles)
Tableau B.5.	Indicateurs macroéconomiques
Tableau B.6.	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)
Tableau B.6.bis	Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers)
Tableau B.7.	Revenu disponible des ménages (mld BEF)
Tableau B.8.	Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance)
Tableau B.9.	Compte des entreprises (mld BEF)
Tableau B.10.	Opérations avec le reste du Monde
Tableau C.	Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources
Tableau D.	Indicateurs de court terme de l'économie belge

Tableau A. Environnement international (1)

	96	97	98	99
Marchés extérieurs pertinents pour la Belgique	4.1	8.0	6.6	6.7
Demandes finales des partenaires en volume	2.3	3.6	3.7	3.8
Taux de change nominal effectif du BEF (2)	-2.0	-4.2	0.4	0.3
Prix mondiaux				
Biens hors énergie (en BEF) (3)	1.5	4.6	1.6	1.6
Energie (Brent: USD par baril)	20.6	19.1	14.3	15.0
Evolution du coût salarial dans l'ensemble de l'économie (en BEF) (4)				
<i>7 partenaires commerciaux (5)</i>				
Coûts salariaux par tête	5.0	6.7	3.4	3.0
Coûts salariaux par unité produite	3.1	4.3	1.5	1.3
<i>3 partenaires commerciaux (6)</i>				
Coûts salariaux par tête	3.2	2.8	2.7	3.0
Coûts salariaux par unité produite	1.3	0.2	0.6	1.3
Taux d'intérêt allemands (niveau)				
Court terme	3.2	3.3	3.6	4.0
Long terme (10 ans)	6.2	5.7	4.9	5.2

(1) Taux de croissance, sauf indications contraires

(2) Un chiffre positif (négatif) indique une appréciation (dépréciation) du BEF.

(3) Taux de croissance pondéré des prix des biens (hors énergie) importés par nos partenaires commerciaux

(4) Voir tableau B.4 pour l'application de la norme salariale à partir de 1997

(5) Allemagne, France, Pays-Bas, Royaume Unie, Italie, Etats Unis, Japon

(6) Allemagne, France, Pays-Bas

15/07/98

Tableau B.1. Demande agrégée à prix courants (mld BEF)

	96	97	98	99
Consommation privée (1)	5241.3	5435.4	5646.4	5839.0
Consommation publique, dont	1207.9	1251.3	1284.8	1323.4
a. Achats de biens et services	179.2	190.3	197.0	204.3
b. Salaires, traitements et pensions	1003.4	1035.2	1061.7	1092.7
Formation brute de capital fixe	1437.9	1527.8	1615.0	1690.3
a. Investissements des entreprises	924.6	965.9	1021.2	1072.7
b. Investissements publics	98.3	120.5	130.1	133.8
c. Investissements en logements	415.0	441.4	463.7	483.9
Variations de stocks (1)	24.4	3.0	-2.0	-1.2
Emplois finals nationaux	7911.6	8217.5	8544.1	8851.5
Exportations	5688.2	6271.5	6680.2	7108.3
Importations	5294.8	5816.1	6182.0	6557.0
Produit Intérieur Brut	8305.0	8672.9	9042.3	9402.8
Produit National Brut	8428.2	8804.7	9188.4	9554.6

(1) Données après ajustements statistiques
15/07/98

Tableau B.2. Demande agrégée à prix constants (taux de croissance)

	96	97	98	99
Consommation privée (1)	1.3	2.1	2.8	2.1
Consommation publique, dont	1.8	1.1	1.1	1.6
a. Achats de biens et services	2.0	4.1	2.7	2.6
b. Salaires, traitements et pensions	1.8	0.4	0.9	1.5
Formation brute de capital fixe	0.6	5.4	4.8	3.5
a. Investissements des entreprises	4.7	4.1	5.2	4.0
b. Investissements publics	-14.2	20.4	6.6	1.5
c. Investissements en logements	-4.0	4.9	3.5	3.0
Variation de stocks (1)(2)	-0.1	-0.4	0.0	0.0
Emplois finals nationaux	1.1	2.2	3.0	2.3
Exportations	3.2	5.9	5.1	5.0
Importations	2.8	5.1	5.5	4.9
Exportations nettes (2)	0.4	0.8	-0.1	0.4
Produit Intérieur Brut	1.5	2.9	2.8	2.6
Produit National Brut	1.6	3.0	2.9	2.6

(1) Données après ajustements statistiques

(2) Contribution à la croissance du PIB

15/07/98

Tableau B.3. Déflateurs de la demande agrégée (taux de croissance)

	96	97	98	99
Consommation privée (1)	2.3	1.6	1.1	1.3
Consommation publique, dont	0.5	2.5	1.5	1.3
a. Achats de biens et services	2.2	2.0	0.8	1.1
b. Salaires, traitements et pensions	0.2	2.7	1.7	1.4
Formation brute de capital fixe	0.9	0.8	0.8	1.1
a. Investissements des entreprises	0.7	0.4	0.5	1.0
b. Investissements publics	0.6	1.8	1.3	1.3
c. Investissements en logements	1.6	1.4	1.5	1.3
Emplois finals nationaux	1.8	1.6	0.9	1.3
Exportations	1.7	4.1	1.4	1.3
Importations	2.0	4.5	0.8	1.2
Termes de l'échange	-0.3	-0.4	0.6	0.1
Produit Intérieur Brut	1.6	1.4	1.4	1.4
Produit National Brut	1.6	1.4	1.4	1.4

(1) Données après ajustements statistiques
15/07/98

Tableau B.4. Evolution de la masse salariale des entreprises (1) et ses déterminants (moyennes annuelles)

	96	97	98	99
<i>Evaluation de la marge disponible prévue par la Loi</i>				
a. Maximum du coût salarial				
par heure effective, prévue par le gouvernement	--	3.0	3.1	--
(2)				
par équivalent temps plein (OCDE, juin 98) (3)	--	2.8	2.3	2.5
b. Minimum				
Indexation	--	1.5	1.3	1.4
Augmentations barémiques	--	0.5	0.5	0.5
Coût salarial par personne	--	2.0	1.8	1.9
Coût salarial par équivalent temps plein	--	2.2	2.1	2.2
Coût salarial par heure effective	--	2.1	2.1	2.2
<i>Evolution estimée et prévue</i>				
Coût salarial par heure effective	1.2	2.4	2.3	2.2
Coût salarial par personne	0.6	2.3	2.0	1.9
Salaire brut par heure effective	1.1	2.7	2.6	2.6
Salaire brut par personne	0.5	2.6	2.3	2.3
Indexation	1.5	1.5	1.3	1.4
Salaire brut par heure effective hors indexation	-0.4	1.2	1.2	1.2
Salaire brut par personne hors indexation	-1.0	1.1	0.9	0.9
Emploi (nombre d'heures)	-0.1	0.9	1.6	1.3
Emploi (nombre de personnes)	0.5	1.0	1.9	1.6
Masse salariale y compris cotisations patronales (4)	1.1	3.3	3.9	3.5
Masse salariale hors cotisations patronales	1.0	3.6	4.2	3.9
<i>Autres indicateurs</i>				
Inflation : indice traditionnel	2.1	1.6	1.1	1.3
Inflation : indice santé	1.7	1.3	1.3	1.4
Indexation rémunérations secteur public	1.2	1.2	1.7	1.3
Indexation des prestations sociales	1.3	1.2	1.5	1.3
<i>Taux implicites de cotisations (en % de la masse salariale brute)</i>				
Cotisations patronales (sensu lato) (4)	39.0	38.6	38.2	37.7
Cotisations patronales (sensu stricto) (5)	30.4	30.4	29.7	29.3
Cotisations des salariés (6)	13.0	12.9	12.9	12.9

(1) A l'exclusion des domestiques

(2) La marge d'augmentation salariale de 6.1% déterminée par le Gouvernement se répartit comme suit : 3.0% en 1997 et 3.1% en 1998.

(3) Suivant la définition de la Loi de 1996 (source: OCDE, juin 1998)

(4) Y compris les cotisations patronales fictives et extra-légales et les cotisations pour pensions de la Poste

(5) Cotisations patronales reçues par la Sécurité sociale

(6) A l'exclusion des cotisations personnelles libres

15/07/98

Tableau B.5. Indicateurs macroéconomiques

	96	97	98	99
Taux d'intérêt du marché				
Certificats de trésorerie (3 mois)	3.2	3.4	3.7	4.0
Emprunts du secteur public (10 ans)	6.5	5.8	5.0	5.3
Secteur des entreprises (taux de croissance) (1)(2)				
Valeur ajoutée à prix constants	1.3	3.7	3.3	2.8
Emploi (nombre d'heures)	0.0	0.9	1.5	1.2
Productivité horaire	1.3	2.8	1.8	1.6
Economie globale (entreprises + Etat) (1)				
Coût du travail par travailleur	0.9	2.6	2.3	2.2
Coût du travail par unité produite	-0.1	0.3	0.7	0.7
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 7 pays (3)</i>				
par travailleur	-3.9	-3.8	-1.0	-0.8
par unité produite	-3.2	-3.8	-0.7	-0.5
<i>Coûts relatifs du travail par rapport aux 3 pays (3)</i>				
par travailleur	-2.3	-0.1	-0.3	-0.8
par unité produite	-1.5	0.1	0.2	-0.6
Prix de vente unitaire dans le secteur marchand (1) (4)	1.9	2.6	0.9	1.1
<i>Contribution à la variation du prix de vente unitaire:</i>				
(a) Coût des importations	0.9	2.0	0.3	0.5
(b) Coûts d'origine intérieure = (b1)+(b2)	0.0	-0.3	-0.1	0.1
(b1) Coûts salariaux	-0.1	-0.1	0.0	0.1
(b2) Coût du capital	0.0	-0.2	-0.1	0.0
(c) Taux de profit	0.6	0.7	0.7	0.5
(d) Impôts indirects nets de subsides	0.6	0.3	0.0	0.0
(e) Effet structurel (5)	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'utilisation des capacités	79.8	82.0	82.4	82.4
Variation du taux d'utilisation des capacités	-0.5	2.1	0.4	0.0
Ecart de production	-2.1	-1.0	-0.2	0.2

(1) Moyennes annuelles, données hors ajustements statistiques

(2) Y compris les domestiques

(3) Un chiffre positif (négatif) indique une augmentation (une baisse) plus forte en Belgique

(4) Déflateur de la demande finale (secteur marchand)

(5) Effet dû aux variations du rapport entre les importations et la demande finale

15/07/98

Tableau B.6. Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin (en milliers)

	96	97	98	99
I. Population totale (II+III)	10156.6	10180.9	10201.2	10220.1
I.bis Population d'âge actif	6703.2	6704.8	6704.7	6706.8
II. Population inactive (concept MFET)	5850.4	5860.6	5870.7	5878.7
<i>dont: avec allocation ONEm</i>	262.7	280.6	291.6	290.2
III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)	4306.2	4320.3	4330.5	4341.4
IV. Emploi intérieur	3710.2	3728.7	3774.2	3820.0
(a) Salariés (1)	2378.2	2400.8	2445.7	2483.4
(b) Indépendants	703.7	703.7	706.2	708.7
(c) Emploi public (2)	628.3	624.2	622.3	627.9
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm</i>	187.4	176.8	191.6	212.0
- avec allocation ONEm	71.6	87.7	105.6	122.9
- sans allocation ONEm	115.8	89.0	86.0	89.1
V. Travailleurs frontaliers (solde)	51.1	51.1	51.1	51.1
VI. Chômage (concept MFET)	544.9	540.6	505.3	470.3
(a) Chômeurs complets indemnisés	465.0	456.7	425.1	393.6
(b) Autres chômeurs inscrits obligatoirement	58.8	62.2	60.0	57.4
(c) Demandeurs libres inoccupés	21.0	21.6	20.2	19.3
Taux de chômage (VI)/(III)	12.7	12.5	11.7	10.8
Taux d'activité (III)/(I.bis)	64.2	64.4	64.6	64.7
Taux d'emploi (IV+V/I.bis)	56.1	56.4	57.1	57.7
<i>Pro memori</i>				
(d) Chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	95.1	113.8	131.2	133.6
II.bis Population inactive à l'excl. de (d)	5755.3	5746.8	5739.5	5745.1
III.bis Population active y inclus (d)	4401.3	4434.1	4461.7	4475.0
VI.bis Chômage y inclus (d)	640.0	654.3	636.4	603.9
Taux de chômage (VI.bis/III.bis)	14.5	14.8	14.3	13.5
Taux de chômage (définition standardisée Eurostat) (3)	9.8	9.3	8.6	8.0
Taux d'activité (III.bis/I.bis)	65.7	66.1	66.5	66.7

(1) Y compris ALE, PRI, PEP (cf. tableau B.6.bis)

(2) Y compris PTP (cf. tableau B.6.bis)

(3) En moyenne annuelle

15/07/98

Tableau B.6.bis Situation sur le marché de l'emploi au 30 juin - détail (en milliers)

	96	97	98	99
I. Population totale (II+III)	10156.6	10180.9	10201.2	10220.1
I.bis Population d'âge actif	6703.2	6704.8	6704.7	6706.8
II. Population inactive (concept MFET)	5850.4	5860.6	5870.7	5878.7
<i>dont: avec allocation ONEm = enregistré par l'ONEm:</i>	262.7	280.6	291.6	290.2
- chômeurs âgés non demandeurs d'emploi	95.1	113.8	131.2	133.6
- dispenses pour raisons sociales et familiales (1)	5.5	7.5	8.4	8.4
- dispenses pour reprise d'études (1)	7.1	8.4	8.0	8.0
- interruptions complètes de carrière (1)	20.4	20.3	21.0	21.0
- prépensions conventionnelles à temps plein (1)	134.6	130.5	123.0	119.2
III. Population active (concept MFET) (IV+V+VI)	4306.2	4320.3	4330.5	4341.4
IV. Emploi intérieur	3710.2	3728.7	3774.2	3820.0
<i>dont: effectifs enregistrés par l'ONEm (2):</i>	187.4	176.8	191.6	212.0
- avec allocation ONEm:	71.6	87.7	105.6	122.9
temps partiel avec AGR (3) + invol. avec allocations (1)	24.3	31.7	33.4	35.8
activation (ALE, PRI, PTP, PEP) (1)(4)	3.2	7.9	14.5	25.4
interruptions partielles de carrière (1)	31.5	36.0	45.5	49.5
prépensions à temps partiel (1)	0.2	0.3	0.7	0.7
chômeurs complets en atelier protégé (1)	1.0	0.9	0.8	0.8
chômeurs complets en formation professionnelle (1)	11.5	10.9	10.7	10.7
- sans allocation ONEm:	115.8	89.0	86.0	89.1
temps partiel sans AGR (3)	74.8	43.5	40.6	43.5
jeunes à temps partiel pendant stage	3.3	3.3	3.5	3.3
demandeurs d'emploi libres occupés et autres	37.7	42.2	41.9	42.3
V. Travailleurs frontaliers (solde)	51.1	51.1	51.1	51.1
VI. Chômage (concept MFET)	544.9	540.6	505.3	470.3
(a) chômeurs complets indemnisés demandeurs d'emploi	465.0	456.7	425.1	393.6
(b) autres inscrits obligatoirement	58.8	62.2	60.0	57.4
- jeunes en stage d'attente	22.9	22.7	21.9	20.9
- autres, dont:	36.0	39.5	38.1	36.4
temps partiels volontaires indemnisés (1)	25.3	27.9	27.2	27.2
bénéficiaires d'allocations de transition (1)	0.4	0.4	0.4	0.4
(c) demandeurs d'emploi libres inoccupés	21.0	21.6	20.2	19.3

(1) Définitions Infostat (concept paiements)

(2) Non compris le chômage temporaire

(3) AGR : allocation de garantie de revenu

(4) Emploi via une Agence Locale pour l'Emploi (ALE) - pour autant qu'un nombre suffisant d'heures soit presté -, via le Programme de Réinsertion (PRI), les Programmes de Transition Professionnelle (PTP) ou sur base d'un contrat de Première Expérience Professionnelle (PEP)

Tableau B.7. Revenu disponible des ménages (mld BEF) (1)

	96	97	98	99
Revenu primaire brut	6948.5	7169.4	7415.0	7657.8
<i>a. Salaires</i>	4349.6	4488.6	4648.0	4805.4
Entreprises	3237.2	3344.4	3473.0	3594.2
Etat	1003.4	1035.2	1061.7	1092.7
Travailleurs frontaliers	109.0	109.0	113.3	118.6
<i>b. Excédent brut d'exploitation</i>	1666.9	1720.9	1800.2	1885.3
Revenus des indépendants	817.2	842.6	869.6	897.3
Loyers nets (perçus ou imputés)	462.0	476.0	506.7	534.0
Autres	387.7	402.3	423.8	454.0
<i>c. Revenu de la propriété (net)</i>	932.0	959.9	966.8	967.1
Intérêts reçus	512.9	515.2	508.6	504.6
Intérêts payés (-)	201.6	208.1	224.0	247.7
Dividendes	556.2	586.8	611.8	635.8
Autres	64.5	66.0	70.2	74.3
Cotisations de Sécurité sociale et impôts	2881.5	2985.3	3084.0	3186.2
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	1149.7	1178.2	1215.5	1246.8
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	382.4	390.4	405.1	420.3
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	124.1	127.3	128.8	132.6
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	1225.3	1289.5	1334.7	1386.6
Transferts aux ménages (nets)	2170.6	2203.8	2279.7	2346.2
<i>dont: prestations sociales</i>	2175.5	2212.4	2285.6	2349.7
(a) Revenu brut disponible	6237.6	6387.8	6610.7	6817.8
<i>(b) Consommation privée</i>	5241.3	5435.4	5646.4	5839.0
<i>(c) Variations des réserves mathématiques de retraite</i>	21.3	20.3	19.6	20.2
(d) Epargne brute	1017.6	972.7	983.9	999.0
<i>Pro memori:</i>				
Taux d'épargne (d)/(a+c)	16.3	15.2	14.8	14.6
variation	-1.4	-1.1	-0.3	-0.2

(1) Données après ajustements statistiques
15/07/98

Tableau B.8. Revenu disponible réel des ménages (taux de croissance) (1)

	96	97	98	99
Revenu primaire brut	-1.0	1.6	2.3	1.9
<i>a. Salaires</i>	-1.0	1.6	2.5	2.0
Entreprises	-1.2	1.7	2.8	2.1
Etat	-0.3	1.6	1.5	1.6
Travailleurs frontaliers	1.4	-1.6	2.9	3.3
<i>b. Excédent brut d'exploitation, dont:</i>	0.1	1.6	3.5	3.4
Revenus des indépendants	1.6	1.5	2.1	1.8
Loyers nets (perçus ou imputés)	1.7	1.4	5.4	4.0
<i>c. Revenu de la propriété (net), dont:</i>	-3.0	1.4	-0.3	-1.3
Intérêts reçus	-6.3	-1.1	-2.3	-2.1
Intérêts payés (-)	-6.9	1.6	6.5	9.1
Dividendes	-2.4	3.9	3.2	2.6
Cotisations de Sécurité sociale et impôts	-0.4	2.0	2.2	2.0
<i>a. Cotisations sociales des employeurs</i>	-0.4	0.9	2.1	1.2
<i>b. Cotisations sociales des salariés</i>	-1.0	0.5	2.7	2.4
<i>c. Cotisations sociales des non-salariés</i>	0.6	1.0	0.1	1.6
<i>d. Impôts sur le revenu</i>	-0.3	3.6	2.4	2.5
Transferts aux ménages (nets)	1.5	-0.1	2.4	1.6
<i>dont: prestations sociales</i>	1.5	0.1	2.2	1.5
Revenu brut disponible	-0.4	0.8	2.4	1.8

(1) Données après ajustements statistiques, déflatées par le prix de la consommation privée
15/07/98

Tableau B.9. Compte des entreprises (mld BEF)

	96	97	98	99
1. Valeur ajoutée brute des entreprises au coût des facteurs	4736.8	4955.9	5191.0	5405.6
2. Rémunération des salariés (-)	3237.2	3344.4	3473.0	3594.2
3. Autres charges d'exploitation et charges exceptionnelles nettes (-)	4.1	6.1	6.1	6.1
4. Excédent brut d'exploitation (1-2-3)	1495.4	1605.4	1711.9	1805.4
5. Revenus de la propriété (+) (*)	-287.5	-320.9	-333.6	-323.2
6. Revenu primaire brut (= 4+5)	1207.9	1284.6	1378.3	1482.2
7. Transferts courants (+) (= 7.1+7.2+7.3+7.4) (*)	-236.1	-276.7	-304.3	-323.4
7.1. Cotisations sociales reçues	211.3	208.0	216.7	225.2
7.2. Impôts sur le revenu et le patrimoine	-265.9	-305.8	-333.2	-353.2
7.3. Prestations sociales	-190.0	-187.7	-197.1	-205.0
7.4. Autres transferts courants	8.5	8.9	9.3	9.6
8. Revenu disponible brut (= 6+7)	971.8	1007.9	1074.0	1158.8
9. Variation des réserves mathématiques de retraite (-)	21.3	20.3	19.6	20.2
10. Epargne brute (= 8-9)	950.5	987.6	1054.4	1138.5
11. Transferts en capital (+) (*)	32.2	39.8	27.6	49.2
12. Formation brute de capital (-)	861.9	876.3	921.3	968.6
13. Capacité (+) ou besoin (-) net de financement (= 10+11-12)	120.8	151.1	160.7	219.1

(*) Il s'agit de montants nets, c'est-à-dire de la différence entre ce qui est reçu d'autres secteurs et ce qui est versés à d'autres secteurs

15/07/98

Tableau B.10. Opérations avec le reste du Monde

	96	97	98	99
1. Solde biens et services	393.4	455.4	498.1	551.3
Solde opérations sur biens	156.7	168.7	167.8	182.8
Solde opérations sur services	324.7	375.0	418.2	459.0
Solde opérations sur tourisme	-88.0	-88.2	-87.8	-90.5
2. Solde revenus	123.2	131.8	146.2	151.9
Solde revenus du travail	109.0	109.0	113.3	118.6
Solde revenus du capital	14.2	22.8	32.9	33.3
3. Solde transferts	-139.4	-147.2	-155.2	-162.9
Solde transferts publics	-104.2	-112.4	-120.8	-128.8
dont opérations avec l'UE	-85.1	-92.7	-96.1	-103.4
Solde transferts privés	-35.2	-34.8	-34.4	-34.1
4. Solde des opérations courantes (1+2+3)	377.2	440.0	489.1	540.3
5. Solde des opérations en capital	0.3	14.9	-0.9	-1.3
6. Capacité nette de financement de la nation (4+5)	377.5	455.0	488.2	539.0
en % du PIB	4.5	5.2	5.4	5.7

15/07/98

Tableau C. Comparaison des chiffres clés pour l'économie belge selon les différentes sources

Variations en % en volume - sauf indications contraires

	98			99		
	[1]	[2]	[3]	[1]	[2]	[3]
Consommation privée	2.8	2.1	2.1	2.1	2.3	2.1
Consommation publique	1.1	1.1	1.3	1.6	1.1	1.2
Formation brute de capital fixe	4.8	4.3	4.1	3.5	5.1	4.1
Emplois finals nationaux	3.0	2.5	2.4	2.3	2.7	2.4
Exportations de biens et services	5.1	5.6	6.0	5.0	5.7	5.8
Importations de biens et services	5.5	5.5	5.8	4.9	5.6	5.7
Exportations nettes (contribution à la croissance)	-0.1	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Produit intérieur brut	2.8	2.8	2.7	2.6	3.0	2.8
Déflateur de la consommation privée	1.1	1.3	1.0	1.3	1.5	1.2
Revenu disponible réel des ménages	2.4	2.0	2.4	1.8	2.3	2.3
Taux d'épargne des ménages (en % du revenu disponible)	14.8	15.1	15.8	14.6	15.1	16.0
Emploi intérieur (variation en milliers, situation au 30 juin)	45.5	44.6	37.2	45.8	41.4	33.8
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	5.7	5.2	5.8	6.0	5.3	6.2
Taux d'intérêt à court terme (%)	3.7	3.5	3.6	4.0	3.7	4.0
Taux d'intérêt à long terme (%)	5.0	5.3	5.2	5.3	5.5	5.6

(*) [1] et [3]: UEBl; [2]: Belgique

[1] Budget Economique, juillet 1998

[2] Commission Européenne, Budgets économiques 1998-99, Printemps 1998

[3] OCDE, Perspectives Economiques No. 63, juin 1998

16/07/98

Tableau D. Indicateurs de court-terme de l'économie belge

				97				98	
	95	96	97	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
Enquêtes mensuelles de conjoncture									
Indicateur global (1)	-12.2	-11.2	-1.6	-7.3	-2.3	0.8	2.4	-1.8	--
Industrie manufacturière (1)	-11.3	-13.3	-0.3	-7.8	-0.2	2.9	3.8	-3.4	--
Construction (1)	-13.1	-7.0	-5.1	-4.8	-7.1	-5.1	-3.5	-2.6	--
Commerce (1)	-15.1	-5.8	-4.0	-7.6	-7.0	-3.3	1.9	6.5	--
Production industrielle									
Construction incl. (2)	5.3	0.8	3.9	2.0	4.1	6.4	3.3	--	--
Construction excl. (2)	6.2	0.9	4.3	1.6	5.2	6.9	3.9	--	--
Chiffre d'affaires d'après la TVA									
Entreprises industrielles (2)	7.4	2.0	6.9	4.5	5.8	8.5	8.6	8.3	--
Entreprises non-industrielles (2)	5.8	6.1	10.9	8.3	11.4	14.3	9.7	10.2	--
Total entreprises (2)	6.5	4.5	9.3	6.7	9.2	12.0	9.3	9.5	--
Consommation privée									
Chiffre d'affaires d'après la TVA - commerce de détail (2)	1.3	3.5	3.5	2.3	2.3	6.1	3.6	5.2	--
Immatriculations de voitures neuves (2)	-8.0	7.8	-5.7	-12.2	-6.4	1.7	-0.4	5.1	10.0
Baromètre de confiance des consommateurs (1)	-13.8	-22.5	-21.7	-23.3	-25.7	-21.7	-16.0	-7.0	-4.7
Investissement									
Investissements d'après la TVA									
Entreprises industrielles (2)	11.0	9.3	1.7	-5.4	4.2	-2.8	8.0	5.1	--
Entreprises non-industrielles (2)	5.5	3.1	11.2	5.7	22.7	7.2	8.7	10.0	--
Total entreprises (2)	7.6	5.5	7.4	1.2	15.4	3.1	8.5	8.1	--
Taux d'utilisation des capacités de production (%)	80.3	79.8	82.0	80.3	82.4	83.2	81.9	82.6	--

(1) Données qualitatives

(2) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente

Indicateurs de court-terme de l'économie belge (suite)

				97				98	
	95	96	97	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2
Marché du travail									
Chômage incl. chômeurs agés (1)	596.9	588.3	570.0	570.5	542.9	598.1	568.7	551.8	514.5
Chômage excl. chômeurs agés (1)	669.3	679.9	683.9	678.4	654.5	714.1	688.6	674.8	644.5
Taux de chômage - Eurostat (2)	9.9	9.8	9.3	9.3	9.3	9.3	9.0	9.0	8.9
Prix									
Indice traditionnel (3)	1.5	2.1	1.6	1.9	1.5	1.8	1.3	0.7	1.7
Indice santé (3)	1.6	1.7	1.3	1.4	1.2	1.4	1.2	1.0	2.0
Pétrole (brent, en USD)	17.1	20.5	19.1	21.0	18.1	18.3	18.7	14.3	13.3
Taux d'intérêt et de changes									
Taux des certificats du trésor (3 m.)	4.8	3.2	3.4	3.2	3.3	3.5	3.7	3.6	3.7
Taux à LT des obligations d'état (10 ans)	7.5	6.5	5.8	5.8	5.9	5.7	5.6	5.1	5.0
Différentiel de taux avec l'Alle- magne - CT (4)	36	0	18	8	14	36	13	9	14
Différentiel de taux avec l'Alle- magne - LT (4)	63	27	10	11	14	9	12	12	14
Taux de change effectif BEF (16 monnaies) (3)	4.0	-2.0	-4.2	-4.1	-3.7	-5.3	-3.5	-2.4	-0.8
Commerce extérieur									
<i>Balance des paiements BLEU (base transactions)</i>									
Solde de la balance des biens (5)	282	275	292	59	84	89	61	56	--
Solde de la balance courante (5)	421	437	489	104	118	128	140	97	--
<i>Enquête de conjoncture - industrie manufacturière</i>									
Evolution des commandes à l'exportation (6)	-8.8	-2.1	8.6	-0.3	10.3	14.0	10.3	-4.3	--

(1) Niveau moyen non-désaisonnalisé en milliers

(2) Désaisonnalisé, en pour-cent de la population active

(3) Taux de croissance par rapport à la période correspondante de l'année précédente

(4) Niveau en points de base

(5) Niveau en mld. BEF

(6) Données qualitatives

Beschikbaar in het Nederlands

Bureau fédéral du Plan
47-49, Avenue des Arts
1000 Bruxelles

Tel 02/507.73.11
Fax 02/507.73.73
URL <http://www.plan.be>
Mail contact@plan.be

Editeur responsable:

Henri Bogaert, Commissaire du Plan
Dépôt légal: D/1998/7433/18

Document imprimé par les soins du Ministère des Affaires économiques